

Parti  
communiste  
français

commission Santé  
sante@pcf.fr

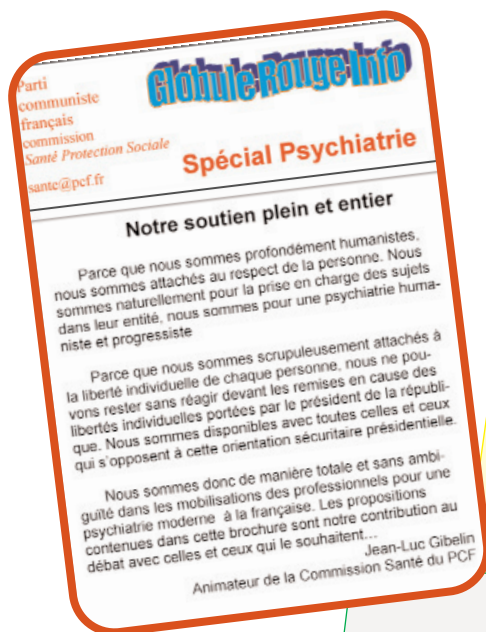
tél : 01 40 40 12 78

# globule rouge

spécial Fête de l'Humain

INFO

**FAIRE FRONT**  
pour une santé de qualité  
pour toutes et tous !



**VOTRE SANTÉ !**

**UNE AUTRE IDÉE DE  
LA SANTÉ**

Avertissement

*Fruit de nombreuses discussions, cet avant-projet ne prétend pas tout aborder, tout résoudre. D'importants domaines restent à explorer. Ce document « définitivement provisoire » a vocation à évoluer avec le temps.*

*En le publiant, nous entendons faciliter et élargir la discussion collective. Dans cette perspective et donc dans celle de son enrichissement, nous sommes vivement désireux d'obtenir l'avis et les suggestions des intéressés eux-mêmes.*

Les initiatives, rencontres et débats sur les questions de Santé et de Protection sociale sont nombreuses lors de cette édition 2009 de la Fête de l'Humanité.

C'est sans doute une des conséquences des fortes mobilisations du premier semestre contre la loi Hôpital, patients, santé, territoires, mais aussi plus largement contre les franchises et les politiques de récession en cours depuis des années.

C'est aussi la preuve du fort attachement de la population

à une santé de qualité, à une protection sociale large, à une réelle prévention. C'est un des biens fondamentaux qu'il ne faut pas laisser remettre en cause par le libéralisme effréné qui guide la politique gouvernementale.

C'est donc plus d'une douzaine de débats qui sont recensés dans ce numéro en de multiples lieux sur la Fête.

La commission Santé/Protection sociale du PCF poursuit son travail de production de repères et de propositions. Après la mise à disposition fin 2008 du document À votre Santé ! qui porte une autre idée de la santé, texte définitivement provisoire devant être enrichi des propositions et contributions multiples, puis de Globule rouge info spécial Psychiatrie au printemps dernier pour concrétiser notre engagement plein et entier dans les mouvements en cours en psychiatrie, c'est un document sur le financement de la protection sociale qui est actuellement en cours de finalisation. Une première version de travail est disponible à l'occasion de la Fête.

**Vous pouvez retrouver ces éléments sur le site internet du PCF : [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr) ou nous écrire à l'adresse suivante : [sante@pcf.fr](mailto:sante@pcf.fr).**

Alors, allons-y, débattons, rassemblons nous, construisons un large front pour gagner une santé de qualité pour toutes et tous !

**Jean-Luc Gibelin**

co-animateur de la commission  
Santé/protection sociale

vous pouvez vous inscrire pour recevoir mensuellement **Globule Rouge Info** et être informé des activités et initiatives de la commission **Santé/protection sociale** du PCF à l'adresse suivante :

[sante@pcf.fr](mailto:sante@pcf.fr)

# la santé **DANS TOUS SES DÉBATS**

Durant la **Fête de l'Humanité**, de nombreux débats sont organisés sur les questions de santé et de protection sociale. Nous en publions une liste non exhaustive.

Dates et horaires	Titre	Stand	Organisateur
Vendredi à 16h30	<b>Rencontre avec les salariés de Sanofi</b>	ANECR	ANECR, commission santé
Samedi à 12h	<b>Accès aux soins des plus démunis</b>	Fédération de Paris	Commission Santé et fédération 75
Samedi à 13h30	<b>Santé et service public</b>	Paris, Section du 11ème	Fédération et section
<b>Samedi à 15h</b>	<b>Crise financière et financement de crise</b>	<b>Forum Social</b>	<b>Commission Santé</b>
Samedi à 17h	<b>Les urgences</b>	Fédération du Nord	Fédération 59
Samedi à 17h	<b>Les centres municipaux de Santé</b>	Section de Montreuil	Commission Santé et fédération 93
Dimanche à 11h	<b>AP-HP et engagement communiste</b>	Fédération 92	Commission Santé et fédération 92
<b>Dimanche à 12h</b>	<b>Rendez-vous des luttes et des succès</b>	<b>Forum Social</b>	<b>Commission Santé</b>
Dimanche à 14h30	<b>Hôpitaux en lutte et accès aux soins en IDF</b>	Fédération 94	Commission Santé et fédération 94

Pour le débat de samedi à 15 au Forum social, la table ronde sera composée d'un représentant de la majorité parlementaire, d'une syndicaliste Nadine Prigent, d'un mutualiste.

**Jacqueline Fraysse**, députée des Hauts-de-Seine, explicitera les positions du groupe communiste au Parlement.

Pour le rendez-vous des luttes et des succès, nous avons invité

le *Mouvement de défense de l'hôpital public*, la *Coordination de défense des hôpitaux et maternité de proximité*, la *Nuit sécuritaire*.

**Guy Fischer**, vice-président du Sénat, sénateur du Rhône, se fera l'écho du travail des parlementaires communistes.

## BUREAU DE PRESSE DU PCF

## communiqués

## SUR LA PANDÉMIE DE GRIPPE H1N1

Sans nul doute, le virus de la grippe H1N1 est devenu le virus dominant dans le monde et, à ce titre, il en va de la responsabilité des États comme de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de créer les conditions pour protéger toutes les populations de la planète de ce qui est la première pandémie du XXIème siècle.

Bien que plus contagieux que dangereux, le Parti communiste français considère comme indispensable la mise en place dans notre pays d'un plan de prévention élaboré démocratiquement et adapté. Ce plan aurait nécessité un vrai débat avec toutes les partenaires médicaux et les élus locaux et aurait dû prendre tout autant en considération les moyens de prévenir ce virus que les risques spécifiques des populations les plus fragiles. Il est rappelé que 60% des décès, selon l'OMS, surviennent chez des personnes ayant des problèmes de santé sous-jacents et que les services d'urgence et de soins intensifs seront extrêmement mobilisés. Autant dire qu'il est urgent de mettre un terme à la politique du gouvernement en matière de fermeture de services hospitaliers et de suppression d'emplois.

C'est pourquoi le PCF réitère son exigence de retrait de la loi HPST, dont les objectifs de privatisation de l'Hôpital et de marchandisation de la santé ne peuvent qu'aggraver les inégalités tant sociales que territoriales. La réalité sur le terrain s'est sensiblement dégradée ces dernières années tant au niveau des structures de soins qu'au niveau de la densité médicale et paramédicale. Pour le PCF, un plan de prévention conséquent ne peut se limiter dans la diffusion de masques de protection ou dans un plan de vaccination ; elle doit aussi prendre en compte les facteurs environnementaux et sociaux, en matière notamment de précarité, de logement et d'hygiène.

Sur le plan économique, un tel risque de pandémie relance l'impérieuse nécessité de créer à l'échelle nationale comme européenne un pôle public du médicament, car les plus grands bénéficiaires de ce risque annoncé sont les grands groupes pharmaceutiques pour qui H1N1 devient une aubaine pour des profits aggravant le déficit de la Sécurité sociale et les inégalités des peuples face à cette pandémie, accélérant par la même sa dispersion dans le monde. Révéler le défi du risque de pandémie, suppose d'inventer de nouvelles formes de production et de gestion dans l'industrie pharmaceutique, et de nouvelles solidarités internationales. Lutter contre cette pandémie réclame des moyens supplémentaires car il ne saurait être admissible qu'elle se fasse au détriment des autres malades touchés par le cancer, les maladies cardiovasculaires. C'est pourquoi il est indispensable de promouvoir une autre politique en matière de santé avec une prise en charge à 100% des soins pour toute la population nécessitant une profonde réforme du financement de la sécurité sociale incluant une véritable sécurité d'emploi et de formation et la taxation des revenus financiers des entreprises au même taux de cotisations que les salaires ce qui dégagerait près de 70 milliards d'euros/an.

Le Parti communiste français est particulièrement inquiet de la progressive mais réelle prise en main de la santé par le ministère de l'Intérieur, qui après la dérive sécuritaire du secteur psychiatrique, les manipulations de données du dossier médical, nous amènerait à assister à une instrumentalisation sécuritaire de la santé publique. Enfin, le PCF dénonce l'utilisation idéologique par le gouvernement et le patronat du risque sanitaire pour accélérer la déréglementation ultra libérale.

## cet espace EST LE VÔTRE

Tous les mois nous ouvrons cette rubrique sur la *Santé dans les départements* pour faire état des initiatives nombreuses et très diversifiées qui ont lieu régulièrement sur les questions de santé et de protection sociale dans les départements.

C'est l'occasion de faire écho au travail militant important réalisé sur tout le territoire national autour de ces questions centrales.

En effet, qu'il s'agisse de la question de la ruralité et de la santé, de celle de la défense d'un hôpital, d'un débat organisé dans une ville ou un département, de l'étape d'une mobilisation citoyenne, les exemples ne manquent pas dans les départements.

Sur les derniers numéros, notre tour de France est passé par le Vaucluse, les Bouches du Rhône, les Hautes Pyrénées, l'Aveyron, l'Oise, les Pyrénées Orientales, le Val de Marne.

Alors, n'hésitez pas ! Faites connaître vos initiatives, envoyez vos articles et contributions ! Une photo est aussi la bienvenue.

En page 4, nous rendons compte aussi de batailles plus ponctuelles dans la rubrique *La fièvre monte*. C'est aussi l'occasion de faire état de rassemblement, de lutte, de succès comme dans ce numéro avec le comité de Die.

### parole d'élue

## l' "hôpital-entreprise"



par **Simone Fayaud**  
conseillère régionale  
Poitou-Charente  
co-animatrice de  
la commission **Santé** du PCF

La loi *Hôpital, patients, santé, territoires* poursuit l'œuvre entreprise des précédentes réformes selon la logique implacable du profit. Elle s'inscrit dans les directives européennes inféodées aux doctrines du marché capitaliste.

La loi Bachelot ouvre les vannes aux appétits financiers en cassant notre système de santé basé sur l'égalité d'accès aux soins, la solidarité.

Dans ce contexte, l'exercice d'un mandat d'administrateur hospitalier sera bientôt réduit par la loi à un rôle de surveillance suite à la prochaine disparition du conseil d'administration, prévue par la loi.

Le Centre hospitalier de Cognac comme la majorité des établissements publics est en difficulté depuis la privatisation de son activité chirurgicale qui, par effet domino affecte la maternité et le bloc opératoire devenu trop « coûteux ».

En juin dernier, le personnel a envahi le conseil d'administration qui a refusé de voter un budget remettant en cause les 35 heures et aggravant dangereusement les conditions de travail.

Dernier avatar, la construction du nouvel hôpital à proximité de la clinique, suite aux tractations en 2001 du CA sous la présidence du maire UMP de la ville et de l'ARH, en échange de la privatisation de la chirurgie, est compromise.

Les élus locaux, les administrateurs ont dû revoir leur copie en réduisant le projet architectural pour réduire la voilure et supprimer la restauration hospitalière, escomptant une économie de 1,3 million. Pour le reste, les communes ont été sollicitées et un appel à mécénat auprès des entreprises de cognac est engagé. Les propositions du maire PS de Cognac créent un précédent qui laisse dubitatif.

L'argent public distribué pour renflouer les banques montre que l'État a les moyens de financer une autre politique de santé.

Ce sont ces choix de société au service exclusif des intérêts du capital qu'il faut combattre.

Mouvement populaire et perspective politique pour une alternative de progrès social et humain sont indissociables.

# LA FIÈVRE MONTE à Die

## LA LUTTE A PAYÉ

Les luttes de la population dioise, autour de son collectif de défense de l'hôpital de Die<sup>(1)</sup>, viennent de faire reculer une nouvelle fois l'ARH de Rhône-Alpes et le ministère de la Santé en obtenant le renouvellement des autorisations de gynécologie obstétrique jusqu'au 1er août 2011.

Le Conseil d'administration de l'hôpital de Die avait accepté, dans sa réunion du 24 septembre 2008, la fermeture de la maternité pour le 31 décembre 2008<sup>(2)</sup>. Mais les nombreuses actions, dont plus de 10 000 signatures sur une pétition, avaient permis de la repousser au 22 juillet 2009.

Créé en décembre 1986 à l'initiative de deux élus communistes du Conseil d'administration de l'hôpital, le collectif avait déjà pu gagner le maintien de la maternité contre la décision de fermeture du préfet de la Drôme pour le 1er mai 1987. Comment cela est-il arrivé ?

D'abord par une très forte résistance avec manifestations, rassemblements, blocages de trains, barrage routier, occupation du Conseil d'administration, « auto-séquestration » de 24 heures dans le hall d'entrée de l'hôpital, deux dépôts de plaintes des femmes enceintes à la gendarmerie pour non assistance à personne en danger avec conférence de presse, plus de 300 lettres adressées individuellement à la ministre indiquant notamment qu'elle serait personnellement tenue pour responsable en cas de fermeture si survenait un accident, témoignages sur le blog<sup>(3)</sup>, etc.

Ensuite, parce que les conditions ont été créées pour que cette bataille devienne l'affaire de la population, des élus, dont le maire de Die qui avait préalablement voté la fermeture.

Pour leur part, les communistes, actifs et en responsabilité dans le collectif, ont à chaque fois apporté leur propre contribution, en faisant la clarté sur les causes et en portant les propositions communistes pour une autre vision de la Santé.

**TOUS ENSEMBLE RESISTONS**  
**DEFENDONS NOTRE HOPITAL ET SON RENFORCEMENT**

Le 10 juillet prochain, la commission exécutive de l'ARH (Agence Régionale de l'Hospitalisation) prendra sa décision quant au maintien ou non de la maternité. Le sort de la chirurgie d'urgence y est lié.

**À quelques jours de cette échéance, la mobilisation de tous est plus que jamais indispensable. Ensemble, faisons entendre que nous voulons :**

- atteindre un plateau chirurgical en temps voulu, à Die,
- accoucher à temps à la maternité de Die et non dans un véhicule ou un hélicoptère,
- habiter un Diois vivant et non un désert médical.

**Exigeons de la ministre de la Santé et de l'ARH :**

- le maintien pérenne de la maternité de Die,
- le maintien pérenne, à Die, de la chirurgie d'urgence, 24/24h et 7/7,
- le recrutement d'un second chirurgien et du radiologue,
- le renforcement de notre hôpital en moyens humains et financiers, et en équipements et locaux.

**Exigeons le retrait de la loi « Bachelot ».**

**Samedi 4 juillet 2009 à 10h**  
**Population, personnel hospitalier, élus du Diois,**  
**GRANDE MANIFESTATION UNITAIRE**  
Rassemblement devant l'Hôpital, rue de la Citadelle.

Lors d'un pique-nique, des dizaines de Dioises et de Diois ont pris le temps de savourer cette avancée tout en se gardant de tout triomphalisme. En effet, rien n'est définitivement acquis et rendez-vous a été pris pour la rentrée afin de continuer, la lutte pour des moyens humains, matériels et financiers pour la maternité, la chirurgie, l'ensemble des services et exiger le retrait de la loi Bachelot.

Jean-Pierre Rambaud  
président du Collectif de défense de l'hôpital de Die

- (1). Association loi 1901, il comprend en majorité des adhérents à titre individuel et des organisations à titre collectif : PCF, POI, PG, CGT, Attac, Ligue des droits de l'homme.
- (2). À l'exception de deux administrateurs qui avaient voté contre, dont le Conseiller Général communiste du canton de Die.
- (3). <http://www.collectifhopitaldie.org>

## LES COLLECTIFS

## à la Fête de l'Humanité

les cocos dans les collectifs locaux

La **Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité** dans lesquels militent beaucoup de communistes, le **Collectif national contre les franchises, pour l'accès aux soins partout et pour tous et pour une sécurité sociale solidaire**, dont le PCF est un des membres fondateurs et

la **Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics** co-animeront un **stand Santé**.

Ce stand sera un lieu d'information, d'échanges et de rencontres. Nous y ferons signer la **pétition du MDHP-Mouvement de défense de l'hôpital public**.

Il s'y tiendra aussi **4 débats** :

- **samedi matin, 11 h**  
**Psychiatrie en danger : les folies du tout sécuritaire** avec, entre autres, le Dr Pierre Paresys, psychiatre, sanctionné par l'ARH du Nord-Pas de Calais
- **samedi après-midi, 17 h**  
**Hôpital : restructurations, restrictions budgétaires, loi Bachelot... les outils de la casse** avec, entre autres, le Pr André Grimaldi du MDHP, Michel Antony président de la coordination et des syndicalistes
- **dimanche matin, 10 h 30**  
**La proximité, condition de l'accès aux soins pour toutes et tous** avec, entre autres, les Dr Patrick Pelloux (AMUF) et Didier Ménard (SMG)
- **dimanche après-midi, 17 h**  
**Franchises, dépassements d'honoraires, évolution de la mutualité, remise en cause de la Sécurité sociale : d'un système solidaire à un système marchand !** avec, entre autres, Bruno-Pascal Chevalier (*Ensemble pour une santé solidaire*), les Dr Bernard Coadou (*Coordination santé solidarité Gironde*) et Philippe Gasser (USP)